



Programme Formation CSE des entreprises de moins de 50 salariés

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour des méthodes interrogative, active et démonstrative favorisant la participation de l'apprenant pour un meilleur ancrage des enseignements
- Alternance de séquences de partage de connaissance, de quiz, de mise en pratique, d'échange d'expérience
- Apprentissage par le jeu pédagogique
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert

OUTILS PÉDAGOGIQUES

- Quizz
- Mises en situation
- Vidéos d'experts
- Témoignages
- Fiches récapitulatives

EVALUATIONS

- Evaluations par le formateur et auto évaluation par l'apprenant en début et fin de formation
- Evaluation de l'action de formation à chaud et à froid (après 60 Jours)
- Suivi des présences et remise d'une attestation individuelle de formation

Programme détaillé de la formation

Jour 1: Connaître mon mandat d' élu:

- Maîtriser les moyens à la disposition des élus (crédit d'heure, moyens de communication, etc.)
- Les réunions du CSE

Jour 2: Analyser et prévenir les risques en matière SSCT

- Les Obligations de l'Employeur
- Les réclamations du CSE
- Identifier les risques: DUERP
- Mener une enquête après un Accident du travail
- Utiliser les ressources externes à votre disposition (Médecine du travail, Dreets, etc)

Jour 3: La boîte à outils de l' élu CSE en matière SSCT

- Droits d'alerte du CSE
- Connaître l'entreprise et son environnement économique et les champs d'action du CSE en matière de SSCT pour améliorer la performance de l'instance

Jour 4: Le CSE au plus proche des salariés

- Agir dans l'intérêt et pour la défense du salarié
- Harcèlement Sexuel et Harcèlement Moral

Jour 5: Communiquer avec les salariés et la direction

- Communication écrite et orale: les textes, les outils
- Construire un dialogue social efficace

Objectifs de la formation

- Maîtriser les principaux textes législatifs relatifs au CSE
- Comprendre et maîtriser les enjeux de son mandat
- Utiliser les outils législatifs au service des salariés